

Rapport d'activités Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman

2006

Le Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman (CERE) a son siège dans la maison natale de l'ancien ministre français des Affaires étrangères. Il se livre à diverses activités focalisées sur l'histoire de la construction européenne au sens large du terme.

Les collaborateurs du CERE ont ainsi assisté, à différents titres, à des tables rondes, à des discussions ou conférences, à des colloques scientifiques comme par exemple celui organisé le 25 mars 2006 par le *Netherlands Institute for International Relations – Clingendael Foundation for European Studies* à Schengen sur la collaboration Benelux, ou celui initié par l'*Institut des Hautes Etudes Européennes* de l'Université de Strasbourg en l'honneur du Professeur Marie-Thérèse Bitsch (*Ces chers voisins. L'Allemagne, la Belgique et la France en Europe du XIXe au XXe siècle*). Comme par le passé, le CERE a également été sollicité par des journalistes, nationaux et étrangers, désireux de s'enquérir de plus amples informations sur des thèmes d'actualité européens ou luxembourgeois, en l'occurrence, la remise du prix Charlemagne au Ministre d'Etat, Monsieur Jean-Claude Juncker, la place de la monarchie dans la société luxembourgeoise contemporaine, l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor, le débat autour du drapeau national, le rôle et l'image des Luxembourgeois dans une Union européenne élargie, etc., etc.

Le réseau TEPESA

Dans la foulée de la présidence luxembourgeoise de l'UE pendant le premier semestre de 2005, le CERE a considérablement renforcé ses activités au sein de la *Trans European Policy Studies Association* (TEPSA). Il peut donc paraître utile de faire ici une courte présentation de ce réseau international fondé en 1974 à l'initiative de quelques instituts de recherche renommés, désireux de développer leurs contacts avec des partenaires étrangers, étant entendu toutefois que chaque Etat membre de la communauté européenne et chaque pays candidat à l'adhésion à l'Union n'a droit à se faire représenter que par un seul institut. Au Grand-Duché, ce rôle de relais attitré est assumé par le Centre Robert Schuman. Depuis 1995, celui-ci tâche de satisfaire aux mieux les engagements divers et variés qui découlent de son appartenance à une organisation dont les adhérents sont aujourd'hui au nombre de 23, à savoir, l'Austrian Institute for International Affairs (OIIP) – Autriche, le Groupe d'études Politiques Européennes - Studiegroep voor Europese Politiek (GEPE-SEP) – Belgique, la Bulgarian European Community Studies Association (BECSA) – Bulgarie, le Cyprus Institute of Mediterranean European and International Studies (Kimedede) – Chypre, le Institute of International Relations, Prague – République tchèque, le Danish Institute for International Studies (DIIS) – Danemark, le Estonian Foreign Policy Institute (EVI) – Estonie, le Finnish Institute of International Affairs (UPI-FIIA) – Finlande, le Centre d'études européennes (Sciences Po) Université de Paris I Sorbonne – France, le

Institut für Europäische Politik (IEP), Berlin – Allemagne, le Greek Centre of European Studies and Research (EKEME) – Grèce, le Institute for World Economics of the Hungarian Academy of Sciences (IWE HAS) – Hongrie, le Institute of European Affairs (IEA) – Irlande, le Istituto Affari Internazionali (LAI) – Italie, le Latvian Institute of International Affairs – Lettonie, le Centre d'études et de recherches européennes Robert Schuman (CERE) – Luxembourg, le Netherlands Institute for International Relations - Clingendael Foundation for European Studies – Pays-Bas, le European Institute, Lodz – Pologne, le Instituto de Estudos Estrategicos e Internacionais (IEEI) – Portugal, le Centre of International Relations – Slovénie, le Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estratégicos – Espagne, le Swedish Institute of International Affairs – Suède et le Federal Trust for Education and Research – Royaume-Uni. S'y ajoutent par ailleurs trois membres associés: le Collège d'Europe à Bruges, le European Institute of Public Administration (EIPA) à Maastricht et le College of Europe à Natolin en Pologne.

Le but primordial du réseau de la TEPSA est de poursuivre et d'encourager la recherche en matière d'intégration européenne ainsi que de stimuler la discussion concernant la politique et les options politiques pour l'Europe. La recherche transeuropéenne est focalisée en première ligne sur la mise en place d'institutions démocratiques et efficaces. Dans cette optique, la TEPSA a initié maints débats et colloques internationaux consacrés au processus de la «constitutionnalisation» et aux travaux de la Convention européenne. Ces conférences ont attiré beaucoup de chercheurs spécialistes du traité constitutionnel.

La TEPSA s'intéresse également de près aux questions de sécurité, traitées en collaboration avec des experts externes. Ainsi le rôle de l'UE comme acteur global, ses relations avec l'OTAN, etc., ont été examinés et discutés à différentes reprises. Plusieurs publications consacrées plus particulièrement à ce sujet ont été éditées dans l'intervalle.

L'élargissement de l'UE est un autre challenge capital pour l'Union européenne: des chercheurs du réseau de la TEPSA ont publié des travaux sur l'intégration des nouveaux Etats membres, sur la perception de l'intégration européenne dans les pays candidats, sur l'impact du processus de prise de décision dans ces pays et l'influence des processus de prise de décision sur les administrations locales. Les relations avec les pays balkaniques, avec la Turquie et l'Ukraine se situent au centre des recherches les plus récentes. L'Union économique et monétaire, la monnaie commune et les relations avec les marchés mondiaux, les effets economico-financiers et sociaux de la mondialisation sont autant d'autres points régulièrement inscrits à l'ordre du jour.

Parmi les activités privilégiées du réseau TEPSA, mentionnons en particulier les *Presidency Conferences*. Tenues régulièrement tous les six mois et organisées en coopération étroite avec l'institut membre du pays qui assume la présidence de l'Union européenne au cours du semestre à venir, ces tables rondes réunissent pendant une ou deux journées

consécutives des experts de tous bords: des chercheurs du monde académique de la TEPSA – politologues, économistes, historiens, juristes, et autres – y côtoient des hommes du terrain comme des journalistes, syndicalistes, hommes politiques, diplomates et hauts fonctionnaires des administrations tant nationales qu'européennes. Les débats donnent ainsi l'occasion d'exposer et d'expliquer les politiques européennes, de présenter des projets alternatifs à envisager ou d'explorer des pistes en vue de la mise au point de politiques européennes constructives et non-bureaucratiques.

C'est ainsi qu'en décembre 2004, à la veille de la présidence luxembourgeoise, le tour avait été au CERE de convoquer au Centre culturel de rencontre de Neumünster à Luxembourg un colloque qui avait rassemblé environ 150 personnalités locales et étrangères. Le poids de la manifestation avait été rehaussé par la présence de S.A.R. le Grand-Duc Henri et du Vice-premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Monsieur Jean Asselborn. Le chef de la diplomatie luxembourgeoise y avait eu l'occasion d'expliquer devant la communauté scientifique, le corps diplomatique et la presse les défis et les enjeux de la présidence du Grand-Duché.¹

Last but not least la TEPSA a lancé en 2004 un nouveau programme ambitieux appelé «*EU-25 Watch. EU-Consent – Constructing a European network*». Placé sous la direction de l'*Institut für europäische Politik* de Berlin, ledit projet vise à faire tous les semestres le point sur les questions majeures de la politique européenne telle qu'elle est perçue dans et par tous les Etats membres de l'UE et les pays candidats. Chaque institut du réseau de la TEPSA touche à cet effet un questionnaire très élaboré qui lui sert de guide pour la rédaction d'un rapport national. L'institut de politique européenne de Berlin recueille ensuite la vingtaine de contributions avant d'en éditer le contenu via internet (www.iep-berlin.de/publik/EU25-Watch). Par ce biais, les différentes analyses nationales obtiennent une diffusion des plus larges, toute en assurant au grand public l'accès gratuit à une source d'informations de haute qualité.

Le premier numéro de *EU WATCH 25* portait notamment sur les sept grands thèmes suivants: la conférence intergouvernementale de 2004, l'élaboration du traité constitutionnel, les élections européennes de 2004, l'élargissement de l'Union, la politique de voisinage de l'UE, l'agenda 2007 et la dynamique créée par l'élargissement. Le deuxième numéro a élucidé entre autres la crise constitutionnelle dans l'UE, l'avenir du processus d'élargissement, le cadre financier 2007-2013, la revitalisation de l'agenda de Lisbonne, la politique étrangère commune et la politique de sécurité commune, les perspectives de l'UE 2005-2009 ainsi que les principaux thèmes du débat européen dans les différents pays membres. A l'occasion du troisième numéro tous les instituts de la TEPSA ont été invités à référer sur le débat constitutionnel dans leur pays pendant la période de réflexion, sur la perception du processus d'intégration par les citoyens des différents

¹ Cf. aussi le Rapport d'activités du CERE en 2004.

pays concernant les bénéfiques et les charges en relation avec l'UE. Chaque adhérent du réseau a pris position sur des acteurs qui sont appelés à jouer un rôle déterminant, sur les discours et les sujets sociétaux et politiques dans les autres pays membres tels qu'ils sont couverts par les médias nationaux, sur le rang du pays respectif dans le classement de Lisbonne, sur l'élargissement de l'UE dans la région des Balkans ainsi que sur les perspectives de la politique européenne au Moyen-Orient. Le prochain numéro paraîtra en janvier 2007. Il traitera entre autres des attentes suscitées par la présidence allemande, de la déclaration de Berlin pour le 1^{er} semestre de 2007, de la politique commune de l'énergie et des scénarios virtuels pour sortir de la crise constitutionnelle.

Retenons, pour terminer, que la collaboration active au projet *EU WATCH 25* occasionne au CERE un surcroît de travail d'autant plus appréciable que les moyens à sa disposition sont à vrai dire dérisoires en comparaison avec ceux alignés par ses partenaires européens de la TEPSA. Les centres de recherche étrangers recourent en effet à des *think tanks* composés de véritables équipes de chercheurs scientifiques dotés de formations différentes en sciences politiques, en économie, en droit international, etc.; ils profitent par ailleurs d'une documentation très large accessible dans les bibliothèques de leurs instituts respectifs. Le CERE est par contre contraint de travailler avec des moyens de fortune, c'est-à-dire que son personnel – un poste et demi –, outre ses tâches «normales» qui déjà absorbent le plus clair de l'emploi temps quotidien, doit évacuer la besogne qui dans d'autres pays est abattue par plusieurs chercheurs exclusivement recrutés pour s'occuper du seul dossier sous rubrique. A cela s'ajoute le problème d'une dotation budgétaire en régression de plus de 10%. Or, sans le déblocage de moyens adéquats, le CERE menace tôt ou tard de ne plus être à même de répondre aux attentes de ses partenaires européens. Voilà qui serait déplorable, car *EU-25 Watch. EU-Consent – Constructing a European network* est une plate-forme idéale et internationalement reconnue pour présenter le point de vue luxembourgeois à la communauté scientifique et politique internationale. Partant, il est de l'intérêt national du Grand-Duché de ne pas abandonner à la légère cette tribune, surtout si on sait que le point de vue de notre pays – s'il n'est pas tout simplement ignoré –, est bien des fois présenté à l'étranger sous une lumière peu favorable.

Visites au CERE

Conformément à sa vocation de centre de rencontre, la maison Schuman a accueilli de nombreux visiteurs, tant luxembourgeois qu'étrangers, comme par exemple l'Association des maires de la région frontalière lorraine, la Deutsch-Luxemburgische Gesellschaft à Luxembourg, les élèves d'un collège d'Angers, leurs camarades luxembourgeois du Lycée Robert Schuman, les étudiants du *master* en histoire de l'intégration européenne de l'Université du Luxembourg, etc.

Parmi les hôtes de marque, signalons e.a. le passage de Monsieur Jan Figel, membre de la Commission de l'UE, responsable des affaires culturelles et Madame Veira Vike Freiberga, Présidente de Lettonie.

Revue d'Histoire de l'Intégration Européenne

Le CERE assume le secrétariat général et la direction scientifique de la *Revue d'Histoire de l'Intégration Européenne / Journal of European Integration History*. Cette publication doit son existence à la Présidence du Gouvernement et au ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle du Grand-Duché de Luxembourg, sans l'appui financier desquels une entreprise du type serait difficile sinon impossible à matérialiser.

La revue – elle vise avant tout un public de chercheurs dans les milieux universitaires européens, voire à travers le monde entier – a comme objectif principal de promouvoir l'analyse et la compréhension des différents aspects diplomatiques, technologiques, militaires, sociaux, économiques, culturels, etc. de l'intégration européenne au XX^e siècle. Chaque numéro comprend d'un côté une série de comptes rendus qui résument les importantes publications éditées depuis peu, et de l'autre côté une série d'articles de fond rédigés en langue anglaise, française ou allemande. Une rigoureuse procédure de *peer reviewing* permet d'opérer un choix judicieux de contributions de qualité.

Des deux numéros édités en 2006, le premier a été coordonné par le Professeur Antonio Varsori de l'Université de Padova. Sorti en juin, il comprend les huit articles suivants:

- Martin KOOPMANN, *Failed Mediation: Germany and the European Political Union*;
- Vincent DUJARDIN, *The Failed Attempt to Relaunch the WEU and the Issue of the First Enlargement*;
- Charles BARTHEL, *Emile Mayrisch et le pacte international de l'acier des années vingt*;
- Mauve CARBONELL, *Karl-Maria Hettlage (1902-1995): un expert au service de l'Europe et des Allemagnes*;
- Paolo TEDESCHI, *Une nouvelle Europe à construire. La section italienne de la LECE, de 1948 à la création du Marché Commun*;
- Mauro ELLI, *A politically-tinted rationality: Britain vs. EURATOM, 1955-63*;
- Frances LYNCH, Lewis JOHNMAN, *Technological Non-Co-operation: Britain and Airbus, 1965-1969*;
- Giuliano GARAVINI, *The Battle for the Participation of the Community in the G7 (1975-1977)*.

Le second fascicule édité en décembre sous la houlette du Professeur Gérard Bossuat de l'Université de Cergy-Pontoise est plus particulièrement consacré au thème de l'histoire de la recherche scientifique et technique en Europe. Ses auteurs sont en partie des

historiens, en partie des hauts fonctionnaires européens mêlés de près à la politique de l'UE en matière de recherche:

- Pierre PAPON, *L'Europe de la recherche: une réponse aux défis de l'avenir*;
- Lorenza SEBESTA, *Choosing its own way: European cooperation in space. Europe as a third way between science's universalism and US hegemony?*;
- Georges SAUNIER, *Eurêka: un projet industriel pour l'Europe, une réponse à un défi stratégique*;
- Ulrich PFEIL, *Der Platz der wissenschaftlich-technologischen Beziehungen im Prozeß der Europäischen Integration. Das Beispiel der Farbfernsehnorm*;
- Anke Marei LUDWIG, *Platz gefunden. – Ziele klar? Die Politik der europäischen Mitgliedstaaten im NATO-Wissenschaftsausschuss (1957-1967)*;
- Arthe VAN LAER, *Liberalization or Europeanization? The EEC Commission's Policy on Public Procurement in Information Technology and Telecommunications (1957-1984)*;
- Michel ANDRÉ, *L'espace européen de la recherche: histoire d'une idée*.

Bibliothèque du CERE

La bibliothèque scientifique du Centre Schuman souffre de plus en plus d'un manque de place auquel il faudra trouver une solution à brève échéance et ce, pour deux raisons majeures.

D'une part, la participation du CERE au *masters* en histoire de l'intégration européenne organisé par la faculté des sciences humaines de l'Université du Luxembourg amène un nombre croissant d'étudiants à consulter nos collections. Dans le but de leur offrir des conditions de travail tant soit peu convenables, il paraîtrait indiqué de les accueillir dans une salle à part où ils puissent à la fois accéder au catalogue électronique de la bibliothèque et effectuer leurs recherches en toute tranquillité. Hélas, la seule pièce encore disponible et réservée jusqu'à présent aux visiteurs a, dans l'intervalle, dû être transformée en entrepôt désormais garni d'étagères.

D'autre part, l'épuisement des capacités de stockage nous contraint à évacuer vers un local de fortune au Limpertsberg quantité de documents (anciennes correspondances, factures, publications et brochures du CERE, etc.). Outre le fait qu'il n'est évidemment pas commode de faire régulièrement la navette entre le CERE et cet entrepôt, ou de retrouver des dossiers particuliers emballés dans des boîtes à carton qui entre-temps s'empilent sur plusieurs rangées, ledit local n'est pas sûr. Il a récemment été cambriolé, de sorte qu'on ne saurait plus y entreposer des objets de quelque valeur.

Publications

BARTHEL Charles, *Émile Mayrisch et le pacte international de l'acier des années vingt*, in: *Journal of European Integration History*, 1(2006), pp.43-65

BARTHEL Charles, *Les marchés de l'acier et le «projet sidérurgique» : l'expansionnisme des maîtres de forges français au Grand-Duché de Luxembourg (1918-1919)*, in: MIOCHE Ph., WORONOFF D. (dir.), *L'acier en France. Produits et marchés, de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Editions Universitaires de Dijon, Dijon, 2006, pp.85-102

BARTHEL Charles, *Tëschend Konterrevoluitioun a Modernitéit – 150 Joer Leidelenger Gemengenautonomie*, Discours prononcé le 25 novembre 2006 à l'occasion de la séance académique célébrant le 150^e anniversaire de la commune de Leudelage, http://www.leudelage.lu/Html/buet/82/leu_150_ans_.pdf

BARTHEL Charles, *Bras de fer. Les maîtres de forges luxembourgeois, entre les débuts difficiles de l'UEBL et le Locarno sidérurgique des cartels internationaux. 1918-1929*, thèse de doctorat, ISP, Luxembourg, 2006

BARTHEL Charles, *Un transfert de propriété pas comme les autres. Les premiers épisodes de l'aliénation des usines de Differdange-Rumelange au lendemain de la Grande Guerre*, in: *Nos Cahiers*, 3/4 (2006), pp.309-338

BARTHEL Charles, *Une «crise manifeste» jamais déclarée. La Haute Autorité, le Club des Sidérurgistes et les cartels censés assainir les marchés de l'acier (1961-1965)*, in: SCHIRMANN S., DUMOULIN M., EVERT J., *Ces chers voisins. L'Allemagne, la Belgique et la France en Europe du XIX^e au XX^e siècle. Actes du colloque de Strasbourg organisé en l'honneur de Mme le Prof. M.-Th. Bitsch*, à paraître

BARTHEL Charles, *Émile Mayrisch*, in: Université du Luxembourg (éd.), *Lieux de mémoire*, à paraître

MAJERUS Jean-Marie, *La poudrerie à Kockelscheuer. 1906-2006. Un siècle d'histoire d'une société et d'un terroir industriel*, Luxembourg, 2006

MAJERUS Jean-Marie, *L'affirmation de l'indépendance luxembourgeoise 1815-1919*, in: *Transilvania*, Octobre(2006), Sibiu, pp 3-34

MAJERUS Jean-Marie, *The creation of the Benelux Economic union*, in: *Benelux revisited*, Clingendael Institute of International Relations, The Hague, à paraître

MAJERUS Jean-Marie, *Le Luxembourg*, in: *Renaissance du Vieux Metz et des Pays lorrains*, 1(2007), Metz, pp 2-28

MAJERUS Jean-Marie, *Joseph Bech, eine umstrittene politische Figur*, in: *Grosse Persönlichkeiten aus dem Raum Saar-Lor-Lux*, Paulinus Verlag, Trier, à paraître

MAJERUS Jean-Marie, *D'Geschicht vum letzebuerger Gaardebau*, in: *Fédération horticole: 75e anniversaire 1931-2006*, à paraître

MAJERUS Jean-Marie, *Die Europapolitik Luxemburgs nach dem 2. Weltkrieg*, in: LORIG W., HIRSCH M. (éd.), *Etudes sur le Luxembourg politique*, à paraître

TRAUSCH Gilbert, *Luxemburgs Beitrag zur Union. Nach Europa mit fünf Premierministern*, in: *Luxemburger Wort*, 23.05.2006, pp.12-13

TRAUSCH Gilbert, *Von Bech zu Juncker. Luxemburgs Beitrag zur Union* in: MÜLLER O., VINCKEN B., *Europa im Herzen. Verleihung des Internationalen Karlspreises zu Aachen 2006 a Jean-Claude Juncker*, Druckerei Erdtmann, Herzogenrath, pp.73-92

TRAUSCH Gilbert, *Die grosse Kunst klein zu sein. Am Beispiel von Luxemburg*, in: LORIG W., HIRSCH M. (éd.), *Etudes sur le Luxembourg politique*, à paraître